

Le FMI réclame 600 milliards de dollars, le G20 n'est pas encore prêt à les lui accorder

L'institution veut être en mesure d'éteindre tous les incendies susceptibles de se déclarer

Réunis à Mexico, samedi 25 et dimanche 26 février, les ministres des finances du G20 consacreront l'essentiel de leurs débats à l'augmentation de 600 milliards de dollars (445,5 milliards d'euros) de ses réserves que réclame le Fonds monétaire international (FMI) pour prêter 500 milliards à des économies qui seraient malades d'un retour de crise.

Pourquoi 600 milliards de dollars ? Le FMI a recensé les risques : la zone euro et les pays périphériques d'Europe centrale et orientale, mais aussi les économies fragiles sur les autres continents. Il a calculé que, grosso modo, il lui faudrait 2 000 milliards de dollars pour éteindre tous les incendies susceptibles de se déclarer.

Le FMI et la zone euro peuvent mobiliser 1 000 milliards de dollars. Pour le reste, l'institution juge légitime d'en demander encore 500 milliards à la zone euro, qui est à la fois riche et responsable de la crise de la dette. Reste 500 milliards que le reste du monde serait bien avisé d'apporter. A cela, il convient d'ajouter 100 milliards, car le Fonds doit toujours conserver en réserve 20 % de ses prêts.

A Mexico, les Européens vont donc dire à leurs partenaires qu'ils ont fait leur devoir, réduit leurs déficits, construit un pare-feu – le Fonds européen de stabilité financière (FESF) et bientôt le Mécanisme européen de stabilité (MES) –,

recapitalisé leurs banques et amélioré leur gouvernance. Ils proposent d'amener 150 milliards de dollars au FMI, mais souhaitent que celui-ci prête plus que les 13 milliards d'euros qu'il a promis pour financer le deuxième plan d'aide à la Grèce de 130 milliards d'euros. Ce à quoi le Fonds répond qu'il a apporté à Athènes l'équivalent de 2400 % de sa quote-part, alors que la norme est de 300 %...

Washington est persuadé qu'il suffit de donner de l'argent aux pays en difficulté pour qu'ils se croient dispensés de faire les efforts nécessaires

Difficile de faire plus, dit-on à Washington, et pas seulement au sein du Parti républicain, où l'on est persuadé qu'il suffit de donner de l'argent aux pays en difficulté pour qu'ils se croient dispensés de faire les efforts nécessaires.

Si le Japon se dit prêt à apporter 50 milliards de dollars, les réticences des autres bailleurs de fonds éventuels restent, pour l'instant, majoritaires.

Il y a ceux, comme les Etats-Unis ou l'Inde, qui seraient d'accord pour consolider le FMI, mais pas

pour aider l'Europe, qui peut se tirer d'affaire toute seule. Ne jouit-elle pas d'une balance courante excédentaire qui lui permet de subvenir à ses propres besoins ?

D'autres, comme la Chine et le Brésil, seraient d'accord pour mettre la main au portefeuille, mais souhaitent que la zone euro améliore encore son pare-feu financier, par exemple qu'elle le porte à 750 milliards d'euros contre 550 milliards prévus. Ils en profitent pour faire valoir leurs intérêts. Ainsi, la Chine demande qu'en échange les Européens stoppent leurs enquêtes antidumping contre ses produits. Le Brésil, lui, voudrait avoir plus de voix au sein des instances dirigeantes du FMI.

Certains ministres souligneront que les risques semblent diminuer avec l'amélioration constatée en Italie et en Espagne et qu'il n'est plus urgent d'accumuler des réserves aussi importantes. D'autres pensent que mobiliser la somme de 600 milliards de dollars – même si elle n'a forcément pas vocation à être utilisée – serait anxiogène pour les marchés, qui y verraient un signe avant-coureur de catastrophes.

L'Allemagne paraît divisée. Angela Merkel, qui ne veut pas d'une augmentation des capacités FESF-MES, n'est pas non plus favorable au renforcement des réserves du FMI : la chancelière craint que son opinion publique se lasse de

ces sorties massives d'argent après celles réalisées au profit des Etats européens en difficulté. En revanche, son ministre des finances, Wolfgang Schäuble, y est favorable, espérant ainsi rassurer une bonne fois pour toutes les investisseurs.

Pour l'instant, le compte n'y est donc pas, et les marchés pourraient s'émouvoir d'une telle division parmi les « secouristes » éventuels. C'est pourquoi le FMI et sa directrice générale, Christine Lagarde, militent auprès des détenteurs de réserves (Arabie saoudite, Inde, Chine, Russie notamment) pour qu'ils se substituent aux Américains afin de reconstituer les munitions du Fonds.

« L'économie mondiale semble sortir de la zone de turbulences, analyse un participant au G20 de Mexico. Mais, malgré les apparences, l'Italie n'est pas tirée d'affaire ; la Grèce peut encore trébucher ; un conflit armé Iran-Israël pourrait déboucher sur un nouveau choc pétrolier, et l'économie mondiale replonger en récession. Le travail du FMI est de prévoir l'imprévisible, et il faut lui donner les moyens de faire face à toutes les menaces. Et pas seulement en Europe. »

Le ministre mexicain des finances, José Antonio Meade, juge « peu probable » qu'un consensus se dégage au cours du week-end, tant sont éloignées les positions en présence. ■

ALAIN FAUJAS

Volkswagen double son bénéfice 2011, à 15,8 milliards d'euros

Le groupe allemand a vendu plus de 8 millions de véhicules, dont 2 millions en Chine

Berlin
Correspondance

C'est un nouveau record qui tombe pour Volkswagen (VW). Le groupe allemand de Wolfsburg, premier constructeur automobile européen et deuxième mondial après l'américain General Motors (GM), a annoncé vendredi 24 février un bénéfice historique de 15,8 milliards d'euros pour l'année 2011. C'est plus du double de l'année 2010, où VW avait affiché un résultat net de 7,2 milliards d'euros. GM est battu : le groupe américain, qui vient pourtant de connaître l'année la plus rentable de son histoire, a engrangé en 2011 un bénéfice de seulement... 5,8 milliards d'euros.

L'impressionnant résultat de VW s'explique avant tout par la progression des ventes. Pour la première fois en 2011, le constructeur a écoulé plus de 8 millions de véhicules, soit une hausse de 15 % par rapport à l'année précédente. Selon les chiffres provisoires livrés vendredi par le groupe, le chiffre d'affaires a bondi d'un tiers, à 159 milliards d'euros. Le résultat opérationnel a connu une progression de près de 60 %, à 11,3 milliards d'euros. A l'heure où d'autres marques européennes comme Peugeot ou Opel accusent des pertes, la réussite de

consacre sa stratégie d'élargissement du portefeuille de marques amorcée il y a quinze ans, lorsqu'il était président du directoire du groupe.

Avec MAN acquis en 2011, le groupe compte désormais 10 marques, dont Audi, Seat et Skoda, mais aussi des griffes très haut de gamme comme Bugatti et Bentley, en attendant la fusion avec Porsche. Reste à atteindre l'objectif fixé de vendre 10 millions de véhicules par an en 2018 et de se hisser au rang de premier constructeur mondial. Un trophée que le groupe devrait, selon les experts, décrocher bien avant la date prévue.

A moins, subodorent certains analystes, que VW ait déjà atteint son rythme de croissance maximal. Le groupe a reconnu que les commandes avaient ralenti de l'année, l'expliquant

L'objectif commercial 2018 : 10 millions de véhicules en 2018 et au rang de premier constructeur